Montée de la gauche radicale aux élections législatives en Argentine

vendredi 29 novembre 2013, par LUCAS Isabelle (Date de rédaction antérieure : 20 novembre 2013).

En Argentine, les élections législatives de mi-mandat du 27 octobre dernier montrent que l'étau se resserre autour des kirchnéristes au pouvoir depuis 2003. Du côté de l'opposition, l'arc de force se redessine. Si l'on voyait monter les forces situées à droite de l'échiquier politique, celles de la gauche radicale passaient beaucoup plus inaperçues, et pourtant…

Lors de ces élections de mi-mandat, la gauche radicale a fait une percée étonnante. Le Front de Gauche et des travailleurs (FIT), une coalition de trois partis d'extraction trotskiste (Parti ouvrier, Parti des travailleurs socialistes et la Gauche socialiste) a obtenu 5 % des voix au niveau national. Le FIT a ainsi augmenté de près de 30 % son score par rapport à août dernier (élections primaires obligatoires), passant de 900 000 voix à 1,15 millions.

Ainsi, trois députés entrent au Congrès national, ce à quoi il faut ajouter une représentation parlementaire dans sept des vingt-cinq provinces du pays ainsi que dans plusieurs conseils municipaux. La grande nouveauté de ces élections pour l'opposition de gauche, ce sont les résultats obtenus dans les provinces de l'intérieur des terres traditionnellement beaucoup plus conservatrices que Buenos Aires. Dans la province de Salta, le FIT fait 19 %, dans celle de Mendoza 14 %, et dans celle de Neuquén 10 %. Dans la province de Buenos Aires, poids lourd du pays au plan politique, social et économique, le score atteint les 5 %.

Quelles sont les autres forces en présence ? Le Front pour la victoire (FpV), parti de la Présidente, n'a atteint que 33,9 % au plan national, soit une baisse de 20 points par rapport aux élections de 2011 (54 %). Ce résultat lui permet cependant de maintenir une courte majorité au Congrès et au Sénat. Cristina Kirchner pourra donc mener la barque sans trop de difficultés jusqu'aux prochaines élections nationales de 2015.

Mais de nombreux analystes parlent d'une fin de cycle pour le kirchnérisme. Concernant l'opposition de droite, le fait marquant est la montée en puissance du Front Rénovateur (FR) de Sergio Massa, un ancien poulain de Kirchner, qui obtient 43 % dans la province de Buenos Aires. Avec un discours sécuritaire, un rapprochement vers les secteurs les plus concentrés du patronat, et une approbation du plan d'austérité, il se profile comme un candidat potentiel pour 2015. Massa, cependant, souffre d'un manque de soutien en dehors de cette province. Un autre candidat potentiel, encore un peu plus à droite, est Mauricio Macri, le gouverneur extrêmement conservateur de Buenos Aires à la tête de l'Union-Pro qui obtient 8 % à l'échelle nationale. Enfin, les forces du centre droit républicain ne sont pas à négliger.

Pourquoi la gauche radicale monte-t-elle ?

Pour la gauche anticapitaliste obtenir un tel score, non pas dans une seule province, mais dans plusieurs régions du pays exprime une tendance nationale qui a quelque chose de frappant. L'Argentine est un pays où, historiquement, la classe ouvrière marche avec le péronisme dont se

réclame le kirchnérisme. Ainsi, le score réalisé par le FIT semble être le signe d'une transformation dans l'état d'esprit et la subjectivité de franges très importantes du monde du travail et de la jeunesse. Comment expliquer cette percée ? Premièrement, le FIT, dont les partis sont issus de la vieille gauche, intervient de façon constante depuis 2003 en faveur de la nouvelle gauche, formée des mouvements sociaux (luttes des femmes, LGBTQI, lutte contre l'impunité des crimes de la dictature et des violences policières, récupérations d'usine, etc.) issus de la crise financière inouïe qui a frappé l'Argentine en 2001. Il maintient une présence permanente dans les fractions du syndicalisme radical, dans les entreprises et surtout dans les Universités. On se rappelle le rôle moteur qu'il a joué dans certains conflits les plus importants qui ont eu lieu sous le kirchnérisme : lutte victorieuse contre les licenciements de Kraft Foods (voir solidaritéS nº 156) ou encore combat des cheminots de la ligne Roca.

Le deuxième aspect qui explique la poussée du FIT est la déception de secteurs importants du salariat et de la jeunesse vis à vis du kirchnérisme qui, surtout depuis la perte de suffrage lors des élections primaires, s'est déplacé un peu plus sur la droite.

Les divisions internes du camp présidentiel, les liens renouvelés avec les organismes financiers internationaux, l'inflation galopante et la perte de pouvoir d'achat qui s'ensuit, les taux de pauvreté persistants, etc. sont autant de motifs de déception. Un troisième facteur est la tendance de fond qui voit une jeunesse (étudiant·e·s et travailleurs·euses) se radicaliser. L'horizon leur paraît bouché. La norme, c'est le travail précaire, les petits boulots, les contrats à durée indéterminée, des salaires bas.

C'est avec un programme portant des revendications telles qu'un salaire minimum, l'abolition du travail précaire et au noir, le non paiement de la dette extérieure, la mise en place d'un impôt extraordinaire sur le grand capital, l'avortement légal et gratuit, l'indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat, etc., et ce malgré la place quasi nulle que leur ont accordé les médias, que le FIT a obtenu ces résultats étonnants. Cependant, ils sont encore fragiles et la tendance du FIT à ne pas prendre position dans les affrontements qui opposent le gouvernement avec la droite, pour les ranger dans le même panier (voir le manifeste politique électoral du FIT) et à ne pas chercher alliance avec la gauche organique peut limiter la construction d'un mouvement fort dans une Argentine qui vit un processus de politisation croissante depuis quelques années.

Isabelle Lucas

P.-S.

* Paru en Suisse dans « solidaritéS » n° 238 (20/11/2013) p. 6.
http://www.solidarites.ch/journal/